

● (1600)

On avait donné cinq ans aux responsables pour réaliser ces programmes spécialement conçus pour les adultes, délai qui a été prolongé un peu au début des années soixante-dix. Ensuite, les résultats ont été mis sur microfilms et sur microfiches, lesquels ont été envoyés à Ottawa. Nos concitoyens ignorent aujourd'hui ce qui est advenu de ces programmes élaborés dans le cadre de l'initiative New Start en Saskatchewan et des autres programmes du même type organisés en Alberta et dans les Maritimes qui étaient très bien accueillis par les intéressés et ont été fort profitables. Ces programmes ont presque tous été suspendus. On ne les applique pas là où ils feraient le plus grand bien. A mon avis, ces programmes permettaient à la fois de résoudre les problèmes et de planifier pour pallier à ce que le gouvernement appelle le chômage, et en même temps, ils permettaient d'assurer la formation des intéressés. Il faudrait toutefois transférer ces programmes dans un milieu possédant une stratégie industrielle et faisant de la planification économique à longue échéance, ce qui assure une certaine sécurité.

Je pense également à un autre programme pour lequel je voudrais féliciter le gouvernement. Soit dit en passant, le programme de relance était financé par le gouvernement fédéral et il était administré par le gouvernement provincial; je trouve que c'est un bon système. Le programme de formation de la Saskatchewan était financé par le gouvernement fédéral et administré par le gouvernement provincial.

Dans certains programmes, on s'attachait à préparer les gens à reprendre des entreprises de leur région dans lesquelles ils avaient des intérêts. Je songe notamment au programme de formation qui avait été mené à la réserve de Look Lake qui est située dans la région que je représente. Il s'agit d'une exploitation touristique. Elle était louée à vil prix à un exploitant privé depuis de nombreuses années, et la bande n'en retirait pas grand chose. Le programme de formation était financé par le gouvernement fédéral et je le félicite encore une fois. Le but de ce programme était d'apprendre aux gens de cette région à exploiter eux-même leur centre touristique en leur offrant l'instruction de base et les connaissances pratiques, administratives et techniques nécessaires à la gestion saine d'une exploitation.

Que s'est-il passé? Le programme s'est révélé n'être qu'un palliatif. A la fin de la période pendant laquelle le gouvernement avait offert un financement, il a coupé les fonds complètement, sans s'assurer du tout si le programme avait réussi ou non. Je dis que le bill C-19 fait à peu près la même chose. Il n'y aura pas ou presque pas d'évaluation et on ne fera pas grand-chose pour résoudre notre problème permanent, le chômage.

A mon avis, le bill C-19 continue de subventionner les grandes entreprises. Si elles ne fabriquent pas un produit que les Canadiens ont les moyens d'acheter, quand le programme est terminé, les employés sont mis à pied et la compagnie se retrouve avec des stocks considérables qu'elle ne peut écouler parce que les conditions économiques sont tellement défavorables. Les petites entreprises ne peuvent pas vraiment bénéficier du programme parce qu'elles ne sont pas financièrement capables d'engager du personnel et les rares entreprises qui le peuvent le font pour remettre de l'ordre dans leurs propres affaires, ce qui n'exige pas normalement l'embauche d'une main d'œuvre permanente. Les petites entreprises prennent des

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

mesures à court terme pour reprendre le dessus dans leurs propres opérations.

Quand j'étais en affaires, avant d'être élu député, je ne pouvais pas profiter du programme de crédit d'impôt à l'emploi. Il ne nous était pas utile. Ma compagnie n'y avait pas droit et je n'avais pas de capital excédentaire qui me permette d'en profiter autant que les grandes entreprises.

Je constate que le programme n'avantage pas d'autres régions du pays. Le député de Kootenay-Ouest (M. Kristiansen), a dit l'autre jour dans le cadre de ce débat, que beaucoup de personnes qui sont mises à pied maintenant ne bénéficieront pas du programme de crédit d'impôt à l'emploi. Il a parlé surtout des sciages en Colombie-Britannique et dans sa propre circonscription. Rien qu'en Saskatchewan, trois scieries ont fermé leurs portes ce mois-ci et une usine de contreplaqué a fermé à cause des temps difficiles.

Selon moi, l'emploi n'est pas vraiment notre plus gros problème aujourd'hui. C'est plutôt le fait que nous n'avons pas de stratégie économique ou industrielle à long terme qui soutienne la croissance et assure aux Canadiens le niveau de vie auquel ils sont habitués. Nous décevons les Canadiens en leur présentant des palliatifs comme la mesure qu'on nous demande aujourd'hui de proroger. Nous devrions, je crois, nous asseoir pour faire le point. Nous devrions examiner la situation qui existe au Canada; nous constaterions ainsi, en remontant dans l'histoire aussi loin que nous le voulons, qu'il s'agit là de problèmes permanents dont nous souffrirons encore longtemps.

Ma circonscription a surtout des antécédents agricoles. L'agriculture a été l'activité principale pendant bon nombre d'années, mais elle commence maintenant à céder le pas à l'exploitation de certaines ressources comme le pétrole lourd, la potasse dans le sud et les minéraux dans le nord, ainsi qu'à l'industrie du bois. Celle-ci était florissante avant le marasme économique actuel. Aujourd'hui, les sociétés de bois de construction ne sont plus en mesure de maintenir leur stock et doivent mettre à pied nombre de leurs employés. La population de la circonscription de The Battlefords-Meadow Lake n'a rien à gagner à l'adoption du bill C-19. Je ne vois absolument pas comment ce projet de loi pourrait lui profiter.

Je voudrais que le ministre nous dise quelles industries ou quel type de petites entreprises vont décider d'employer les Canadiens qui sont licenciés actuellement. Quel genre d'emplois à court terme peuvent-ils trouver? On licencie actuellement dans le secteur de l'industrie forestière, du bois de construction et de la construction automobile partout au Canada. Ces gens-là ont beaucoup de difficultés à trouver du travail. Ce sont pour certains des chômeurs professionnels. Comment ce programme peut-il les aider? J'estime qu'il ne leur rendra aucun service, et je répète qu'il aidera seulement les grosses sociétés et personne d'autre dans la société en général. En fait, à long terme, il n'aidera même pas ces grosses sociétés, car elles auront seulement bénéficié d'une mesure de rafistolage, et si elles ne peuvent pas se rendre compte de la nature véritable de ce programme pernicieux consistant à dépenser 100 millions de dollars des contribuables, c'est qu'elles ne savent pas gérer très efficacement leurs affaires.